

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE  
\*\*\*\*\*

COOPERATION CAMEROUN - BANQUE  
MONDIALE  
\*\*\*\*\*

PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME  
DE L'EDUCATION AU CAMEROUN  
\*\*\*\*\*

COMITE DE PILOTAGE  
\*\*\*\*\*

UNITE DE COORDINATION ET DE GESTION



REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE - WORK - FATHERLAND  
\*\*\*\*\*

CAMEROON - WORLD BANK COOPERATION  
\*\*\*\*\*

CAMEROON EDUCATION REFORM  
SUPPORT PROJECT  
\*\*\*\*\*

STEERING COMMITTEE  
\*\*\*\*\*

COORDINATING AND MANAGEMENT UNIT  
\*\*\*\*\*

P160926

Crédit IDA N° 62160-CM

Don IDA N° D2910-CM

## AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 006/ASMI/PAREC/UCG/SPM/06-2026 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET  
POUR LA REALISATION DES NOTICES D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIE)  
DES ACTIVITES DE REHABILITATION ET D'INSTALLATION DES INCINERATEURS DANS LE  
CADRE DU PROJET DE SECURITE SANITAIRE EN AFRIQUE CENTRALE (HeSP).

### 1. INTRODUCTION

#### 1.1. NATURE DU PROJET

Le projet de sécurité sanitaire en Afrique Centrale et de l'Ouest vise à accroître les capacités du système de santé à prévenir, détecter et répondre aux urgences sanitaires dans une approche une seule santé.

La Résistance aux Antimicrobiens (RAM) est une préoccupation mondiale aussi bien en santé humaine, animale, végétale qu'environnementale. Elle a pour conséquences directes, la complication de la prise en charge des maladies, l'allongement de la durée des traitements, la prolongation des séjours des malades dans les formations sanitaires, l'augmentation des coûts des traitements et la mortalité, ainsi que des pertes de production. La résistance aux antimicrobiens, dans un contexte de quasi absence de nouveaux antimicrobiens, est devenue l'un des plus graves problèmes de santé publique. La situation est exacerbée dans les pays en développement, notamment au Cameroun en raison des chaînes d'approvisionnement douteuses et de l'utilisation non contrôlée des antimicrobiens. La lutte contre ce phénomène nécessite des efforts combinés des Ministères impliqués dans la sécurité sanitaire.

Selon une étude réalisée en 2022, en tout 4,95 millions de personnes sont décédées dans le monde en 2019 de suite d'une maladie causée par la résistance aux antimicrobiens. De ces décès, au total 1,27 million avaient un lien direct avec la résistance des bactéries en Afrique subsaharienne. En Afrique, le taux des décès imputables à la résistance aux antimicrobiens, tous âges confondus, est supérieur à 27 décès pour 100 000 habitants.

Quarante-cinq États Membres (96% du total régional) disposent de plans d'action nationaux pour combattre la résistance aux antimicrobiens, et 33 d'entre eux (76% du total) ont été approuvés par les autorités nationales. Cela dit, la mise en œuvre des plans d'action nationaux est entravée par des investissements et des capacités en ressources humaines insuffisants, le peu de liens entre les plans les plans d'action nationaux pour la sécurité sanitaire et les plans stratégiques nationaux pour la santé, ainsi que par le manque d'une stratégie régionale cohérente et adaptée au contexte qui donnera la possibilité de résoudre les problèmes d'exécution des plans d'action nationaux en obtenant l'engagement des États Membres.

Dans le monde, on estime que si aucune action n'est entreprise, la RAM pourrait conduire chaque année, à la mort d'environ 4,15 millions de personnes d'ici 2050. Il est généralement admis que l'utilisation inappropriée des médicaments et des produits phytosanitaires, la gestion inadéquate des déchets et la consommation excessive des antimicrobiens en agriculture, en médecine humaine et vétérinaire, sont les principaux facteurs favorisant la survenue de la RAM. Toutes ces pratiques sont à l'origine de la présence d'antimicrobiens et/ou de leurs résidus dans les denrées alimentaires et dans l'environnement (cours d'eau, sols et sous-sols), augmentant ainsi de manière significative le risque de développement des souches microbiennes résistantes.

Dans les pays en développement, en raison de l'utilisation abusive des antimicrobiens, caractérisée par une forte propension à l'automédication et de l'existence des chaînes d'approvisionnement douteuses. A cet effet, l'OMS a indiqué que la résistance aux antimicrobiens pourrait compromettre l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), affectant la sécurité sanitaire, la pauvreté, la croissance économique et la sécurité alimentaire. Le coût économique cumulé de la RAM en termes de perte de production mondiale d'ici 2050 serait de 100 000 milliards de Dollars américains si aucune mesure n'est prise. Les pays à revenu faible ou intermédiaire seraient les plus touchés, et un élargissement de l'écart d'inégalité au sein des pays est attendu.

Pour aider les pays à répondre à ce nouveau défi, un Plan d'Action Mondial de lutte contre la RAM a été développé en 2015 par l'alliance tripartite constituée de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la Santé Animale (OMSA). Cette alliance est devenue quadripartite en 2022 avec l'adhésion du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

L'Évaluation Conjointe Externe (JEE) du Règlement Sanitaire International (RSI), menée au Cameroun en 2017 en matière de lutte contre la RAM a recommandé l'élaboration d'un Plan d'Action National de lutte contre la RAM (PAN-RAM). Un premier PAN-RAM élaboré pour la période 2018-2020 a permis de mener des activités de sensibilisation, mettre en place un système de surveillance en laboratoire et de prévention et contrôle des infections. Le nouveau PAN-RAM (2024-2028) qui permettra de mettre en place le système de gouvernance renforcera l'optimisation de la bonne utilisation des antimicrobiens et d'intensifier la lutte contre les antimicrobiens a été développé en respectant l'approche « Une Seule Santé » avec la participation des secteurs de la santé humaine, animale, végétale et environnementale. Ce plan s'aligne à la stratégie régionale de 2023 qui encourage le Gouvernement et les partenaires de différents secteurs à mobiliser et coordonner leurs efforts pour combattre la RAM et ainsi contribuer à la sécurité sanitaire mondiale, à l'instauration de la couverture sanitaire universelle et à l'atteinte des objectifs de développement durable.

L'investissement de la Banque mondiale au Cameroun comprend de nombreuses réhabilitations des structures hospitalières, des laboratoires vétérinaires dans les Jardins Zoologiques et parcs nationaux, des postes d'inspection sanitaire vétérinaire et l'installation des incinérateurs pour la destruction de déchets d'abattoirs, des animaux et denrées alimentaires contaminés.

Conformément à l'Arrêté N°00002/MINEPDED du 8 février 2016, une notice d'impact environnemental (NIE) est nécessaire pour obtenir l'attestation de conformité environnemental des municipalités abritant ces infrastructures et équipements pour mener ces projets. Par conséquent, une NIE est nécessaire pour chacun des sites afin d'évaluer l'impact de ce projet. Etant donné que les projets sont multisectoriels et logés dans des sites différents, chaque site fera l'objet d'une NIE. Pour mener à bien ces études et compte tenu du temps imparti, le Gouvernement du Cameroun se propose de recruter un cabinet qui réalisera l'ensemble des études en étroite collaboration avec les Collectivités Territoriales Décentralisées concernées.

## **2. 1.2. OBJECTIF GENERAL DE LA CONSULTATION ET DES NOTICES**

L'objectif général de la consultation est de procéder à la réaliser des Notices d'Impact Environnemental (NIE) des projets de réhabilitation de écoles de formation des personnels de santé médico-sanitaires publiques, des postes santé aux frontières, des laboratoires vétérinaires dans les Jardins Zoologiques et les parcs nationaux et d'acquisition et installation d'incinérateurs. Il s'agira d'identifier, d'évaluer et de proposer des mesures pour atténuer les impacts potentiels du projet de réhabilitation des structures hospitalières sur l'environnement.

L'objectif principal de la notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) est d'identifier, d'évaluer et de proposer des mesures pour atténuer les impacts potentiels du projet de réhabilitation des structures hospitalières sur l'environnement. En effet, la réhabilitation ne nécessitant pas les travaux lourds, les NIES visent à assurer une prise de décision éclairée en matière d'environnement.

De façon spécifique, il s'agira :

- d'aider le maître d'ouvrage public à concevoir un projet respectueux de l'environnement ;
- d'aider l'autorité de prendre la décision éclairée d'autoriser le projet. La NIE lui apportent les informations permettant de décider en toute connaissance de cause ;
- informer le public et faciliter sa participation à la prise de décision. Le dossier de la NIE, est mis à la disposition du public qui fait connaître ses observations dont la décision finale devra tenir compte.

### 3. LIVRABLES ATTENDUS

Les livrables attendus sont les suivants :

- Rapports de soixante-dix-sept (77) notices d'impact environnemental et social (NIES) assorti de cahier de charges environnementales et sociales conformément à l'Arrêté N°00002/MINEPDED du 8 février 2016 ;
- Attestation de conformité environnementale de chaque projet et de chaque site, délivrée par l'administration compétente

### 4. TACHES DU CABINET

Conformément aux dispositions pertinentes de l'arrêté n° 00002/MINEPDED du 08 février 2016 et de façon spécifique, le Cabinet devra pour chacun des sous-projets susmentionnés dans la sélection « description du projet » :

- Soumettre les termes de référence pour la validation par les Communes concernées par les projets ;
- Payer les frais administratifs relatifs à la validation des termes de référence ;
- Présenter sommairement la zone d'influence du site du projet concerné : milieu physique, biologique et humain y compris les activités socio-économiques, culturelles et les sites archéologiques ;
- Identifier et évaluer les impacts : (i) impacts positifs et négatifs sur les milieux physique, biologique et humain et (ii) impacts socioéconomiques, notamment sur les droits traditionnels des peuples autochtones (le cas échéant) et des minorités dans la zone du projet ;
- Proposer des mesures à prescrire : (i) mesures permettant d'éviter, supprimer ou atténuer les effets négatifs, (ii) mesures visant le respect des droits culturels des populations et la préservation du patrimoine archéologique ;
- Engager des parties prenantes et information/consultation (ESS10) : identifier les parties prenantes par site (communes, gestionnaires d'abattoirs/structures, riverains, autorités déconcentrées, groupes vulnérables), conduire des consultations adaptées et documentées, intégrer les préoccupations dans la NIES, et préciser les modalités de communication des risques ;
- Annexer le mécanisme de gestion des plaintes (ESS10) : décrire/mettre à jour un mécanisme de gestion des plaintes accessible aux communautés et travailleurs, incluant canaux multiples, délais, traçabilité, retour d'information, et dispositions de confidentialité (y compris pour plaintes sensibles liées aux VBG/HS/ESA) ;
- Fournir des exigences ESHS à intégrer dans les DAO/contrats (ESS1/ESS2/ESS4) : formuler des clauses ESHS et exigences de performance à intégrer aux dossiers de consultation et contrats (gestion des déchets, émissions, SST, formation opérateurs, plan de circulation, codes de conduite, reporting ESHS, notification d'incidents, sous-traitance), ainsi que les documents ESHS attendus du fournisseur/entrepreneur (ex. Plan SST, Plan d'urgence, procédures d'exploitation standard, plan de maintenance) ;
- Assurer le rapportage, gestion adaptative et archivage (ESS1) : produire des livrables de qualité (versions provisoires/finales), intégrer les commentaires des parties prenantes et autorités, et fournir un dossier d'archivage complet (PV de consultations, listes de présence, photos géoréférencées si disponibles, données et hypothèses, matrices d'impacts, PGES budgétisé).
- Mener des enquêtes de voisinage dans les zones de réalisation des projets ;

- Elaborer le Cahier des charges environnementales : les mesures prescrites, les responsabilités, les calendriers d'exécution, et l'estimation des coûts de mise en œuvre ;
- Soumettre les rapports de chaque NIES assortis de cahier de charges environnementales et sociales à chaque Commune concernée ;
- Payer les frais administratifs relatifs à la validation des rapports des notices ;
- Procéder aux diligences nécessaires en vue de la délivrance de l'Attestation de conformité environnemental

### **Tâches spécifiques – Acquisition et installation de vingt (20) incinérateurs (destruction des déchets)**

- Revue documentaire, cadrage ESF et screening des sites (ESS1) : collecter et analyser la documentation du sous-projet (spécifications techniques des incinérateurs, capacités, combustibles/énergie, fumées/rejets, besoins en eau, besoins en génie civil, chaîne d'approvisionnement, modalités d'exploitation), réaliser des visites de terrain et effectuer le screening E&S de chaque site d'implantation afin de confirmer le niveau de risque, la zone d'influence et les instruments E&S requis ;
- Description technique et analyse des alternatives (ESS1) : décrire les options technologiques (type d'incinérateur, dispositifs de contrôle des émissions, traitement des résidus/cendres), l'implantation (emprises, accès, clôture/sécurisation), et analyser les alternatives réalistes (localisation, technologie, dimensionnement, gestion des flux de déchets, « no project »), en justifiant l'option retenue au regard des risques E&S et des coûts/bénéfices.
- Gestion des déchets et prévention de la pollution (ESS3): caractériser les flux de déchets à traiter (types, quantités, risques), proposer une organisation de la gestion intégrée (tri à la source, conditionnement, stockage temporaire, transport interne, registre), définir la gestion des sous-produits (cendres, filtres, huiles/consommables) incluant l'entreposage, le transport et l'élimination finale conforme, et prescrire des mesures de prévention des nuisances (fumées, poussières, odeurs, eaux usées, bruit) ;
- Qualité de l'air et émissions atmosphériques (ESS3) : identifier les sources d'émissions (démarrage/arrêt, combustion, manutention des déchets, cendres), définir les exigences minimales de performance et de contrôle (température, temps de séjour, dispositifs de traitement des fumées, procédures d'exploitation), proposer un programme de surveillance (paramètres, fréquence, méthodes, responsabilités) et des mesures de gestion des plaintes liées aux odeurs/fumées ;
- Santé et sécurité au travail – ESHS (ESS2): identifier les dangers et risques pour les travailleurs (manutention des déchets, brûlures, fumées, agents biologiques, produits chimiques, chutes, incendie/explosion, électricité, ergonomie), définir les mesures de maîtrise (procédures, permis de travail si applicable, EPI, formation, signalisation, maintenance, consignation), et élaborer/adapter un Plan SST incluant la préparation et réponse aux urgences (incendie, brûlure, exposition, déversement) ;
- Conditions de travail et gestion de la main-d'œuvre (ESS2): analyser les besoins en main-d'œuvre (installation, exploitation), les pratiques de recrutement, l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé, les conditions d'emploi, et définir les exigences contractuelles ESHS (Code de conduite, GRM des travailleurs, mesures contre le GBB/EAS/HS si applicable au contexte, formation et sensibilisation);
- Santé et sécurité des communautés (ESS4) : évaluer les risques pour les riverains et usagers (émissions, accidents/incendies, circulation et transport, accès non autorisé, exposition aux déchets), proposer des mesures de mitigation (clôture, contrôle d'accès, zonage, signalétique, plan de circulation, mesures de prévention incendie, communication des risques) et un dispositif de gestion des incidents/accidents ;
- Acquisition de terres, accès et statut foncier (ESS5): vérifier et documenter le statut foncier et l'emprise des sites (titres, affectations, servitudes), identifier tout besoin d'acquisition de terre ou de restriction d'accès et, le cas échéant, définir les actions requises conformément aux exigences ESS5 (éviter/minimiser le déplacement, procédures et preuves de libération des emprises) ;

- Biodiversité et habitats (ESS6): caractériser les milieux sensibles à proximité (zones humides, aires protégées, couloirs écologiques), évaluer les risques d'impacts (pollution, dérangement) et prescrire des mesures d'évitement/réduction, incluant des exigences de localisation et de gestion des eaux de ruissellement ;
- Patrimoine culturel et procédure de découverte fortuite (ESS8) : identifier les enjeux de patrimoine culturel connus et intégrer une procédure de découverte fortuite applicable aux petits travaux de génie civil (fosses, dalles, abris, clôtures) ;
- Conformité réglementaire nationale et coordination institutionnelle (ESS1) : assurer l'alignement avec la réglementation camerounaise applicable (EIES/NIES, déchets, hygiène/santé, travail, normes techniques), préparer les dossiers nécessaires et appuyer le maître d'ouvrage dans les échanges avec les Communes et administrations compétentes (MINEPDED et autres selon cas) jusqu'à la prise en compte des observations.

## 5. Durée du contrat

La mission d'une durée de trois (03) mois calendaires, période de validation des termes de référence comprise, se déroulera sur l'ensemble du territoire camerounais. Le calendrier de la mission et ses différentes phases seront définis sur la base de la méthodologie.

## 6. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de candidature devra comprendre :

- La lettre de motivation ;
- Les références du candidat pour des prestations similaires.

Le Coordonnateur Général du PAREC qui assure la mise en œuvre des Fonds de Préparation du Projet de Sécurité Sanitaire en Afrique Centrale (HeSP), projet placé sous la tutelle du Ministre de la Santé Publique, invite les cabinets éligibles à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus. Les cabinets intéressés devront fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations. Le Ministère de la Santé Publique se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

## 7. PROFIL DU CABINET

**Expérience professionnelle :**

- Disposer d'un agrément du Ministère en charge de l'Environnement pour la réalisation des études environnementales et sociales en cours de validité ;
- Avoir réalisé au moins vingt (20) notices d'impact environnemental et social dans au moins trois (03) zones agro écologiques différentes au cours de cinq (05) dernières années ;
- Avoir une expérience dans la réalisation des évaluations environnementales des projets d'infrastructures hospitalières ;
- Disposer d'une politique HSE interne.

**Qualifications du personnel**

- **Chef de mission** : Bac+5 minimum en génie de l'environnement, gestion de l'environnement ou en Etudes d'Impact Environnemental et Social avec au moins 10 ans d'expérience professionnelle et ayant réalisé au moins cinq (05) projets financés par des bailleurs de fonds internationaux ; avoir réalisé des évaluations environnementales des établissements hospitaliers ;
- **Dix (10) Experts juniors** : Bac + 3 au moins en gestion de l'environnement, génie de l'environnement ou études d'impact environnemental et social avec 05 ans d'expérience professionnelle et ayant participé à au moins trois (03) projets similaires (élaboration des notices environnementales) au cours des trois (03) dernières années.

Il est porté à l'attention des candidats que les dispositions du Règlement de passation des marchés pour les

Emprunteurs sollicitant le financement de projets d'Investissement (FPI), Edition de février 2025, et relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

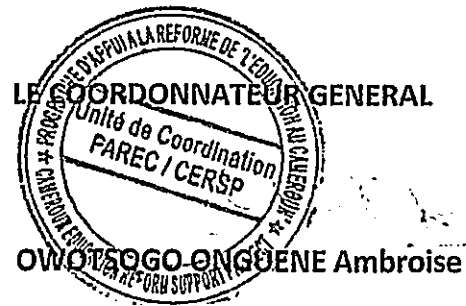
Les candidats seront sélectionnés par la méthode de Sélection "Qualification du Consultant" (QC) telle que décrite dans le Règlement susmentionné.

Les cabinets intéressés peuvent obtenir les informations complémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures ouvrables entre neuf (09) heures et quinze (15) heures.

Les manifestations d'intérêt rédigées en français ou en anglais, doivent être soumises sur la plateforme COLEPS disponible à l'adresse <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>, le

03 JUL 2025 et devront porter la mention : « *Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet pour la réalisation des notices d'impact environnemental et social (NIE) des activités de réhabilitation et d'installation des incinérateurs dans le cadre du projet de sécurité sanitaire en Afrique centrale (HeSP)* ».

Les manifestations d'intérêt seront adressées à Monsieur le Coordonnateur Général de l'Unité de Coordination et de Gestion du PAREC.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

COOPERATION CAMEROUN - BANQUE  
MONDIALE

PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME  
DE L'EDUCATION AU CAMEROUN

COMITE DE PILOTAGE

UNITE DE COORDINATION ET DE GESTION  
P160926



REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE - WORK - FATHERLAND

CAMEROON - WORLD BANK COOPERATION

CAMEROON EDUCATION REFORM  
SUPPORT PROJECT

STEERING COMMITTEE

COORDINATING AND MANAGEMENT UNIT

IDA Credit No. 62160-CM  
Don IDA No. D2910-CM

## NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST

No. 006 /JASMI/PAREC/LICG/SPM/06-2026 FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM FOR THE PREPARATION OF ENVIRONMENTAL AND SOCIAL IMPACT STATEMENTS (EIS) FOR THE REHABILITATION AND INSTALLATION OF INCINERATORS WITHIN THE FRAMEWORK OF THE HEALTH SECURITY PROJECT IN CENTRAL AFRICA (HeSP).

### 1. INTRODUCTION

#### 1.1. NATURE OF THE PROJECT

The Central and West Africa health security project aims to increase the capacity of the health system to prevent, detect and respond to health emergencies in a one health approach.

Antimicrobial resistance (AMR) is a global concern affecting human, animal, plant, and environmental health. Its direct consequences include more complex disease management, longer treatment durations, prolonged hospital stays, increased treatment costs and mortality, as well as production losses. In a context of near-total absence of new antimicrobials, antimicrobial resistance has become one of the most serious public health problems. The situation is exacerbated in developing countries, particularly in Cameroon, due to questionable supply chains and the uncontrolled use of antimicrobials. Combating this phenomenon requires combined efforts from the ministries involved in health security.

According to a 2022 study, a total of 4.95 million people died worldwide in 2019 from illnesses caused by antimicrobial resistance. Of these deaths, 1.27 million were directly linked to bacterial resistance in sub-Saharan Africa. In Africa, the death rate attributable to antimicrobial resistance, across all age groups, exceeds 27 deaths per 100,000 population.

Forty-five Member States (96% of the regional total) have national action plans to combat antimicrobial resistance, and 33 of these (76% of the total) have been approved by national authorities. However, the implementation of these national action plans is hampered by insufficient investment and human resource capacity, weak linkages between national health security action plans and national health strategic plans, and the lack of a coherent and context-appropriate regional strategy that would enable Member States to address implementation challenges and secure their commitment.

Globally, it is estimated that if no action is taken, antimicrobial resistance (AMR) could lead to the deaths of approximately 4.15 million people annually by 2050. It is generally accepted that the inappropriate use of medicines and pesticides, inadequate waste management, and excessive antimicrobial use in agriculture, human medicine, and veterinary medicine are the main contributing factors to the development of AMR. All these practices result in the presence of antimicrobials and/or their residues in food and the environment (watercourses, soil, and subsoil), thus significantly increasing the risk of the development of resistant microbial strains.

In developing countries, antimicrobial resistance (AMR) is a major concern due to the misuse of antimicrobials, characterized by a high rate of self-medication and unreliable supply chains. The WHO has indicated that AMR could jeopardize the achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs), impacting health security, poverty, economic growth, and food security. The cumulative economic cost of AMR in terms of lost global production by 2050 is projected to reach US\$100 trillion if no action is taken. Low- and middle-income countries would be the most affected, and a widening of the inequality gap within countries is expected.

To help countries respond to this new challenge, a Global Action Plan to combat AMR was developed in 2015 by the tripartite alliance of the World Health Organization (WHO), the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), and the World Organisation for Animal Health (OIA). This alliance became quadripartite in 2022 with the accession of the United Nations Environment Programme (UNEP).

The Joint External Evaluation (JEE) of the International Health Regulations (IHR), conducted in Cameroon in 2017 regarding the fight against antimicrobial resistance (AMR), recommended the development of a National Action Plan for the fight against AMR (NAP-AMR). A first NAP-AMR, developed for the period 2018-2020, enabled awareness-raising activities, the establishment of a laboratory surveillance system, and infection prevention and control measures. The new NAP-AMR (2024-2028), which will establish a governance system, strengthen the optimization of the appropriate use of antimicrobials, and intensify the fight against antimicrobial use, was developed in accordance with the "One Health" approach, with the participation of the human, animal, plant, and environmental health sectors. This plan aligns with the 2023 regional strategy which encourages the Government and partners from different sectors to mobilize and coordinate their efforts to combat AMR and thus contribute to global health security, the establishment of universal health coverage and the achievement of sustainable development goals.

The World Bank's investment in Cameroon includes numerous rehabilitations of hospital structures, veterinary laboratories in zoological gardens and national parks, veterinary health inspection posts and the installation of incinerators for the destruction of slaughterhouse waste, contaminated animals and foodstuffs.

In accordance with Decree No. 00002/MINEPDED of February 8, 2016, an Environmental Impact Assessment (EIA) is required to obtain environmental compliance certification for the municipalities hosting these infrastructures and equipment for these projects. Therefore, an EIA is necessary for each site to assess the project's impact. Given that the projects are multi-sectoral and located on different sites, each site will be subject to an EIA. To carry out these studies effectively, and considering the time constraints, the Government of Cameroon intends to recruit a firm to conduct all the studies in close collaboration with the relevant Decentralized Territorial Collectivities.

## **2. 1.2. GENERAL PURPOSE OF THE CONSULTATION AND NOTICES**

The overall objective of this consultation is to prepare Environmental Impact Assessments (EIAs) for projects involving the rehabilitation of public health training schools, border health posts, veterinary laboratories in zoos and national parks, and the acquisition and installation of incinerators. The aim is to identify, assess, and propose measures to mitigate the potential environmental impacts of the hospital rehabilitation projects.

The main objective of the Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) is to identify, evaluate, and propose measures to mitigate the potential environmental impacts of the hospital rehabilitation project. Since the rehabilitation does not require major construction work, the ESIA aims to ensure informed environmental decision-making.

Specifically, it will involve:

- to help the public project owner to design an environmentally friendly project;
- to help the authority make an informed decision to authorize the project. The NIE provides it with the information necessary to make a fully informed decision;
- Informing the public and facilitating their participation in decision-making. The NIE file is made available to the public, who can submit their observations, which must be taken into account in the final decision.

## **3. EXPECTED DELIVERABLES**

The expected deliverables are as follows:

- Reports of seventy-seven (77) environmental and social impact assessments (ESIAs) accompanied by environmental and social specifications in accordance with Decree No. 00002/MINEPDED of February 8, 2016;
- Environmental compliance certificate for each project and each site, issued by the competent authority

#### 4. CABINET TASKS

In accordance with the relevant provisions of Decree No. 00002/MINEPDED of February 8, 2016, and specifically, the Firm must, for each of the aforementioned sub-projects, provide the following in the "project description" selection:

- Submit the terms of reference for validation by the municipalities concerned by the projects;
- Pay the administrative fees related to the validation of the terms of reference;
- Briefly present the area of influence of the site of the project concerned: physical, biological and human environments including socio-economic, cultural activities and archaeological sites;
- Identify and assess the impacts: (i) positive and negative impacts on the physical, biological and human environment and (ii) socioeconomic impacts, including on the traditional rights of indigenous peoples (where applicable) and minorities in the project area;
- Propose measures to be prescribed: (i) measures to avoid, eliminate or mitigate negative effects, (ii) measures aimed at respecting the cultural rights of populations and preserving archaeological heritage;
- Engage stakeholders and information/consultation (ESS10): identify stakeholders by site (municipalities, slaughterhouse/structure managers, residents, decentralized authorities, vulnerable groups), conduct appropriate and documented consultations, integrate concerns into the NIES, and specify the methods of communicating risks;
- Attach the complaints management mechanism (ESS10): describe/update a complaints management mechanism accessible to communities and workers, including multiple channels, time limits, traceability, feedback, and confidentiality provisions (including for sensitive complaints related to GBV/HS/ESA);
- Provide ESHS requirements to be integrated into tender documents/contracts (ESS1/ESS2/ESS4): formulate ESHS clauses and performance requirements to be integrated into tender documents and contracts (waste management, emissions, OHS, operator training, traffic plan, codes of conduct, ESHS reporting, incident notification, subcontracting), as well as the ESHS documents expected from the supplier/contractor (e.g. OHS plan, emergency plan, standard operating procedures, maintenance plan);
- Ensure reporting, adaptive management and archiving (ESS1): produce quality deliverables (draft/final versions), integrate comments from stakeholders and authorities, and provide a complete archiving file (minutes of consultations, attendance lists, georeferenced photos if available, data and assumptions, impact matrices, budgeted ESMP).
- Conduct neighborhood surveys in the project implementation areas;
- Develop the environmental specifications: the prescribed measures, responsibilities, implementation schedules, and the estimate of implementation costs;
- Submit the reports of each NIES, accompanied by environmental and social specifications, to each relevant municipality;
- Pay the administrative fees related to the validation of the reports and notices;
- Take the necessary steps to obtain the Environmental Compliance Certificate

#### **Specific tasks – Acquisition and installation of twenty (20) incinerators (waste destruction)**

- Document review, ESF scoping and site screening (ESS1): collect and analyze sub-project documentation (incinerator technical specifications, capacities, fuels/energy, fumes/emissions, water requirements, civil

engineering requirements, supply chain, operating procedures), conduct site visits and perform E&S screening of each implantation site to confirm the level of risk, the area of influence and the required E&S instruments;

- Technical description and analysis of alternatives (ESS1); describe the technological options (type of incinerator, emission control devices, residue/ash treatment), the location (footprint, access, fencing/security), and analyze the realistic alternatives (location, technology, sizing, waste flow management, "no project"), justifying the chosen option with regard to E&S risks and costs/benefits.
- Waste management and pollution prevention (ESS3): characterize the waste streams to be treated (types, quantities, risks), propose an organization of integrated management (separation at source, conditioning, temporary storage, internal transport, register), define the management of by-products (ashes, filters, oils/consumables) including storage, transport and final disposal in accordance with regulations, and prescribe measures to prevent nuisances (fumes, dust, odors, wastewater, noise);
- Air quality and atmospheric emissions (ESS3): identify emission sources (start-up/shutdown, combustion, waste handling, ash), define minimum performance and control requirements (temperature, residence time, flue gas treatment devices, operating procedures), propose a monitoring program (parameters, frequency, methods, responsibilities) and measures for managing odor/fume complaints;
- Occupational Health and Safety – ESHS (ESS2): identify hazards and risks for workers (waste handling, burns, fumes, biological agents, chemicals, falls, fire/explosion, electricity, ergonomics), define control measures (procedures, work permits if applicable, PPE, training, signage, maintenance, lockout/tagout), and develop/adapt an OHS Plan including emergency preparation and response (fire, burns, exposure, spills);
- Working conditions and workforce management (ESS2): analyze workforce needs (installation, operation), recruitment practices, prohibition of child labor and forced labor, employment conditions, and define ESHS contractual requirements (Code of conduct, GRM of workers, measures against GBB/EAS/HS if applicable to the context, training and awareness);
- Health and safety of communities (ESS4): assess the risks to residents and users (emissions, accidents/fires, traffic and transport, unauthorized access, exposure to waste), propose mitigation measures (fencing, access control, zoning, signage, traffic plan, fire prevention measures, risk communication) and an incident/accident management system;
- Land acquisition, access and land tenure status (ESS5): verify and document land tenure status and site footprint (titles, allocations, easements), identify any land acquisition needs or access restrictions and, where appropriate, define the required actions in accordance with ESS5 requirements (avoid/minimize displacement, procedures and evidence of release of footprints);
- Biodiversity and habitats (ESS6): characterize sensitive environments nearby (wetlands, protected areas, ecological corridors), assess the risks of impacts (pollution, disturbance) and prescribe avoidance/reduction measures, including runoff location and management requirements;
- Cultural heritage and accidental discovery procedure (ESS8): identify known cultural heritage issues and integrate an accidental discovery procedure applicable to small civil engineering works (pits, slabs, shelters, fences);
- National regulatory compliance and institutional coordination (ESS1): ensure alignment with applicable Cameroonian regulations (EIES/NIES, waste, hygiene/health, work, technical standards), prepare the necessary files and support the project owner in exchanges with the Communes and competent administrations (MINEPDED and others as appropriate) until the observations are taken into account.

## 5. Contract duration

The mission, lasting three (3) calendar months including the validation period for the terms of reference, will take place throughout Cameroon. The mission schedule and its various phases will be defined based on the methodology.

## 6. FILE CONTENTS

The application file must include :

- The cover letter;
- The candidate's references for similar services.

The General Coordinator of CERSP , which oversees the implementation of the Health Security Project Preparation Fund in Central Africa (HeSP), a project under the supervision of the Minister of Public Health, invites eligible firms to express their interest in providing the above-mentioned services. Interested firms must provide information demonstrating their qualifications to perform these services. The Ministry of Public Health reserves the right to verify the authenticity of the information provided.

## 7. FIRM PROFILE

Professional experience :

- Have a valid accreditation from the Ministry in charge of the Environment for carrying out environmental and social studies;
- Having completed at least twenty (20) environmental and social impact assessments in at least three (03) different agro-ecological zones over the past five (05) years;
- Have experience in conducting environmental assessments of hospital infrastructure projects;
- To have an internal HSE policy.

Staff qualifications

- **Mission Leader** : Minimum Bac+5 in environmental engineering, environmental management or in Environmental and Social Impact Assessment with at least 10 years of professional experience and having carried out at least five (05) projects financed by international donors; having carried out environmental assessments of hospital establishments ;
- **Ten (10) Junior Experts** : Bac + 3 at least in environmental management, environmental engineering or environmental and social impact studies with 05 years of professional experience and having participated in at least three (03) similar projects (development of environmental notices) during the last three (03) years.

Candidates are advised that the provisions of the Procurement Regulations for Borrowers under Investment Project Financing (IPF) , February 2025 Edition, and relating to the World Bank's rules on conflict of interest are applicable.

Candidates will be selected using the "Consultant Qualification" (QC) Selection method as described in the aforementioned Regulations .

Interested firms can obtain further information at the following address: below and during working hours between nine (09) a.m. and fifteen (15) p.m.

Expressions of interest, written in French or English, must be submitted on the COLEPS platform available at <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm> , by July 03, 2026 and must bear the following reference: " *Expression of interest for the recruitment of a firm for the preparation of environmental and social impact assessments (EIAs) of the rehabilitation and installation activities of incinerators within the framework of the Central African Health Security Project (HeSP)* ".

Expressions of interest should be addressed to the General Coordinator and Management Unit.

